

PC.DEL/880/04 16 September 2004 FRENCH only

Permanent Representation of the Netherlands to the OSCE

Opernring 5 A-1010 Vienna Tel: +43 1 58939 241 Fax: +43 1 58939 266

www.eu2004.nl

The Netherlands Presidency of the European Union

Conseil Permanent No. 525 le 16 septembre 2004

Déclaration de l'Union Européenne sur la Moldavie

L'Union européenne a pris note de la visite de l'ancien Président de la Bulgarie, M.Petar Stoyanov, en Moldavie la semaine dernière. La situation actuelle, qui peut hélas encore dégénérer à tout moment, nécessite en effet toute notre attention.

Elle constate que les efforts de la Présidence comme de la Mission de l'Osce à Chisinau sont malheureusement restés vains, de même que les appels unanimes lancés ici même et dans d'autres capitales.

L'Union européenne regrette qu'un nombre important d'enfants de Transnistrie n'aient toujours pas pu regagner leurs écoles et que la situation reste très difficile dans l'orphelinat de Bender.

Elle condamne le fait que le Ministre moldave de l'éducation a été empêché mercredi par la milice armée de Transnistrie de participer à une réunion avec les parents d'élèves qui devait avoir lieu dans les locaux de la mission de l'Osce à Tiraspol. Ceci est tout à fait inacceptable.

Elle fait sien l'appel commun lancé par les trois Médiateurs mardi à Chisinau aux autorités de Transnistrie de prendre toutes les mesures nécessaires afin de permettre la reprise de l'année scolaire dans les écoles de la région utilisant l'alphabet latin.

L'Union européenne est également préoccupée par la situation régnant dans la gare ferroviaire de Bender, après l'entrée de la milice armée transnistrienne dans ces locaux. Elle appelle à un retour à la situation précédente dès que possible.

Comme elle l'a fait la semaine dernière, elle invite l'Ukraine à mettre en œuvre les mesures qu'elle a elle-même annoncées concernant les contrôles à sa frontière avec la Moldavie, et plus particulièrement le segment transnistrien.

Monsieur le Président,

L'Union européenne reste très préoccupée par la situation actuelle et les risques constants de dérapage, qui pourraient mener à des incidents encore plus violents, notamment dans la zone de sécurité.

Elle continue d'estimer qu'il n'y a pas d'autre solution qu'un retour à la table de négociation dans le format à cinq et appelle les autorités de Chisinau et les responsables de Tiraspol à reprendre immédiatement le dialogue.

Les pays candidats la Bulgarie, la Roumanie, la Turquie et la Croatie¹ se rallient à cette déclaration

¹ La Croatie continue à participer au processus de stabilisation et d'association